



HAL
open science

Alain et la dialectique du pouvoir

Francis Kaplan

► **To cite this version:**

Francis Kaplan. Alain et la dialectique du pouvoir. Maurice Bourjol (dir.). La Commune, l'Etat et le Droit, Librairie générale de droit et de jurisprudence, pp. 155-160, 1990. hal-02143846

HAL Id: hal-02143846

<https://univ-tours.hal.science/hal-02143846>

Submitted on 3 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alain et la dialectique du Pouvoir

Francis KAPLAN

Ce qui caractérise la pensée politique d'Alain, c'est qu'elle est dialectique, c'est-à-dire qu'elle est fondée sur deux principes opposés qui ne dialoguent pas à proprement parler contrairement à l'étymologie, à moins de considérer que tout dialogue est un combat — ce qui est exact d'une certaine manière — mais qui luttent l'un contre l'autre. Le premier de ces principes pourrait se définir *le pouvoir contre les citoyens*. Le pouvoir est contre les citoyens non pas par accident, dans certains cas, parce que celui qui le représente a été mal choisi, par exception ou à cause de la nature de tel régime politique particulier en sous-entendant que dans tel autre régime le pouvoir serait, du fait de ce régime, en faveur des citoyens. Non, quel que soit le régime, le pouvoir par essence est contre les citoyens : « Au fond, dit Alain, je suis assuré que tout chef sera un détestable tyran si on le laisse faire ». D'abord, parce que nous pensons et agissons selon notre métier : un professeur pense et agit autrement qu'un ouvrier ou qu'un paysan et un ouvrier pense et agit autrement qu'un paysan ou qu'un banquier. Etre chef est un métier, un métier de commandement qui attend des autres obéissance. Pour un chef, le citoyen est d'abord quelqu'un qui doit obéir. D'autre part, ce métier est lié à des passions qui se trouvent en tout homme et qui ne demandent qu'à être réveillées, que seuls chez ceux qui ne sont pas chefs l'impossibilité de les satisfaire tient endormies : « Les passions qui se rapportent à ce genre de métier ne sont jamais qu'endormies : quel bonheur d'avoir une garde de fidèles, qu'il est agréable de ne jamais revenir sur un ordre, de n'y plus penser, d'écraser tout ce qui résiste ». « La puissance est comme un alcool ». Elle nous enivre et enivre n'importe qui. Nous voudrions mettre en prison tous les méchants et les bons sur le trône ». Mais à peine aura-t-il la perruque et le manteau royal », dit Alain, « que le bon sera Louis XIV, c'est-à-dire infatuation et sottise sans limite ».

A quoi il faut ajouter qu'on n'a jamais vu que le peuple aille (...) chercher le sage et le juste pour l'élever au plus haut poste. « Le

pouvoir n'appartient qu'à ceux qui le demandent » et qui ainsi se désignent comme dignes de l'exercer. D'où une typologie du chef. On trouve en réalité chez Alain plusieurs typologies. Dans certains passages, il nous décrit les chefs comme des violents qui s'abandonnent à leur passion, de bonne foi se croient bons et invoquent perpétuellement la justice; dans d'autres passages, il nous les décrit comme des méchants à qui on cède pour avoir la paix comme « dans les familles l'enfant méchant se soumet les gouvernantes, les parents et grands-parents ».

Les chefs ce ne sont pas seulement les chefs d'État ou les ministres, c'est tout l'appareil de l'État, c'est-à-dire l'administration. Celle-ci est contre les citoyens parce que d'abord tout naturellement elle est tentaculaire et ceci avec les meilleures intentions du monde. Alain imagine l'administration des chemins de fer instaurant un service de santé avec médecins, infirmiers sous-infirmiers, « un sous-bureau des statistiques où l'on saura quels os sont le plus souvent rompus, combien de têtes, de poitrines, de ventres on trouvera en moyenne sur le ballast » en cas d'accident « et autres savoirs de précautions », visites médicales obligatoires, « fiches pour chacun où l'on notera s'il est rond ou long, gras ou maigre, abdominal ou thoracique, musculaire ou nerveux, syphilitique ou arthritique, myope ou prédisposé à l'ongle incarné. Si les hommes d'équipe éternuent plus souvent à Versailles-Chantiers qu'à Epône-Mézière, il faut qu'on le sache et à quelle heure du jour et de la nuit. Et si on arrive à connaître quelques relations précises entre la température et les rhumes pourquoi regarder à la dépense? (...). Et cependant le prix du transport des navets augmente en proportion ». Autrement dit, tout cela est peut-être très bien mais cela coûte trop cher. Il faut « résister à des ambitions en elles-mêmes raisonnables d'après un regard continu sur l'ensemble des besoins et sur l'ensemble des moyens ». Ce n'est pas seulement un paradoxe que « l'utile peut nuire ». J'ai longuement analysé cet exemple d'Alain parce que ce service médical existe maintenant comme on sait à la SNCF à tort ou à raison. L'idée d'Alain est que si on laisse faire les médecins, tout le monde, comme dans Knock, sera au lit.

Nous nous sommes placés dans l'hypothèse d'une administration désintéressée. Mais, dit Alain, elle ne l'est pas. Dans ce service médical, le directeur « naturellement bien payé placera son gendre comme sous-directeur et ses cousins seront inspecteurs des pansements et des brancards ». D'une manière générale, dit Alain, les administrateurs « sont très bien payés et ils travaillent tous à être payés encore mieux, à obtenir la création de postes nouveaux où viennent s'incruster leurs parents et alliés ».

Ceux qui par caractère, par honnêteté personnelle, voudraient résister à ce comportement seraient vite éliminés. Sans doute, dit Alain, les

places sont données au mérite. Mais, continue-t-il, y a-t-il si grande différence entre le premier et le vingtième de Polytechnique? Aussi l'administration peut-elle choisir pour les hauts postes et elle choisira celui qui protégera le mieux ses intérêts : « l'ambitieux et l'intrigant sans scrupules avancent par tous les vents; l'homme à principe reste dans les postes subalternes ».

Faut-il alors être anarchiste, c'est-à-dire refuser l'existence de tout pouvoir? Alain ne le pense pas. Il déclare vouloir « dire du bien de l'État ». Sans l'État on aurait le règne de la foule, de Leviathan. « les malheurs de l'histoire sont des mouvements de foule (...). Un massacre mesuré et par précédents » — c'est-à-dire un massacre d'État — « est moins dangereux (...), dit Alain, qu'une vengeance de foule ». Ce qui n'est pas sûr comme le montre l'exemple précisément des nazis. Quoi qu'il en soit, pour Alain, « si la foule menait la politique, nous aurions guerre sans fin, guerre extérieure et guerre civile ».

Il y aura toujours des querelles, mieux des querelles avec apparence de justice de part et d'autre, parce qu'il y aura toujours apparence de justice dans tel acte et dans son contraire. « Il y aura toujours de la bonne foi dans les querelles ». Et, dit Alain, « je conçois les amis de la justice divisés en deux camps menant les uns contre les autres une terrible guerre ». Car dès qu'il y a deux partis en armes, il n'y a plus de bon sens. Ces maux sont en nous, dans ce paquet de muscles et de nerfs si prompts à déraisonner et même dans cette tête ingénieuse qui plaide si bien pour nos folies. Aussi faut-il la police qui s'interpose. La police « est comme l'image de notre sagesse ». Elle s'interpose parce que c'est une force « assurée d'elle-même, bien ordonnée, bien disciplinée, sans passion, ni pensée folle, qui ne prend jamais parti ». « Je ne crois pas, dit Alain, qu'une société d'hommes puisse vivre en paix sans ce mur d'homme qui fasse digue contre les querelles ». L'État agit dans l'intérêt général. Et Alain prend l'exemple de l'homme qui ferme la porte d'accès au quai du métro et qui représente l'État — exemple d'ailleurs ambigu puisqu'on a supprimé sans dommage cette fermeture : « il n'est pas sûr que le voyageur pressé ira sous les roues, mais c'est pourtant dans son intérêt qu'on l'arrête tout net ». De même l'État est nécessaire pour disperser les cortèges ou les isoler en barrant les rues afin d'éviter des bagarres. Les cortèges, en effet, sont dangereux : « Je me permets de sourire ou seulement de ne pas saluer. Ces fanatiques me tombent dessus; me voilà à l'hôpital, pour un mois. Si je suis accompagné d'une bonne troupe de partisans c'est bataille. Si j'en cours le risque c'est mon affaire, mais qu'en penseront les passants ». Il faut donc ici encore la force de l'État.

Et il faut des chefs. En ce sens « la monarchie est vraie, la monarchie est le salut et qui en doute? Vit-on jamais deux pilotes tirer sur

la roue, l'un d'un côté l'autre de l'autre? Partout où il se fait une œuvre quelconque, vous entendrez dire que c'est l'œuvre d'un seul. Et c'est vrai ». D'une manière générale, « toute manœuvre à plusieurs veut un chef et ce chef est absolu au moment où il commande » — c'est ce que veut dire le mot chef. Alain prend l'exemple d'hommes qui soulèvent ensemble au rail : il ne s'agit pas de discuter pendant l'action, mais d'obéir sinon ils auront les doigts écrasés. A un carrefour, l'agent qui règle la circulation est un chef, il n'est pas question pour les automobilistes de discuter ses ordres sous peine de bloquer la circulation et de rendre le passage des voitures impossible. Ce qui amène Alain à conclure : « Ceux qui célèbrent l'ordre, le pouvoir fort et l'obéissance, disent des choses évidentes et que tout le monde sait ». Il en est de même de l'administration, c'est-à-dire du pouvoir d'organiser et de préparer qui sont, ne l'oublions pas, des pouvoirs; il faut préparer et quelles que soient les critiques qu'Alain fait des administrateurs, il n'en pense pas moins qu'« il est juste d'admirer les grands corps d'ingénieurs, de conseillers ou de chefs d'exécution pour le savoir, la conscience et l'exactitude qu'on y trouve (...) nous sommes tous gouvernés et mieux que passablement selon le principe de l'aristocratie qui est que le meilleur doit commander ».

Comment résoudre cette aporie de chefs utiles à la fois et dangereux, nécessaires et mauvais?

Il ne s'agit pas de trouver un régime dans lequel les chefs ne chercheraient pas à abuser de leur pouvoir aux dépens des citoyens. Tel est l'idéal des révolutionnaires — et on pourrait ajouter des contre-révolutionnaires, mais après tout, les contre-révolutionnaires sont des révolutionnaires. Nous l'avons vu, il est de la nature de tout pouvoir, quel que soit le régime, de chercher à abuser de sa situation. La solution est d'opposer au pouvoir contre les citoyens, les citoyens contre les pouvoirs selon l'expression de Jean Prévost. Cela ne veut pas dire que les citoyens doivent refuser d'obéir au pouvoir. Ce serait oublier que le pouvoir est nécessaire et, par conséquent, l'obéissance aussi. Alain n'est pas anarchiste au sens propre du terme, même si dans un propos il se déclare anarchiste, mais dans un sens particulier sur lequel nous reviendrons. Les citoyens, dit Alain, doivent même obéir aux abus de pouvoir car l'obéissance ne se partage pas; on ne peut obéir à moitié. Ils seront contre les pouvoirs d'abord par l'opinion publique. Où se trouve la puissance populaire? demande Alain et il répond, en s'appuyant sur Auguste Comte, dans le blâme seulement. Il ajoute : « Il ne faut point rire et dire que ce n'est pas grand chose car n'importe quel tyran veut être adoré et plus il a des passions, plus c'est vrai ». Il faut un pouvoir spirituel indépendant du pouvoir temporel et qui le juge : « Un mépris obéissant est roi ». « Un ambitieux qui serait indifférent à l'opinion serait un monstre, un être impossible ».

Ce qui implique que l'opinion publique n'ait pas de respect automatique pour les chefs, qu'elle les juge froidement comme on juge un cuisinier ou un éboueur, qu'elle n'adore pas le pouvoir. C'est en ce sens qu'Alain se déclare anarchiste. Il faut noter que, de même que les passions portent les chefs à abuser de leur pouvoir, d'autres passions portent le peuple à adorer le pouvoir. Il y a plaisir à applaudir, à défiler en rang. Alain a raison de montrer que les manifestations d'acclamation du pouvoir s'enracinent profondément et malheureusement dans la nature humaine. L'anarchie consiste d'abord — et pour Alain seulement — à refuser les acclamations. C'est pourquoi d'ailleurs inversement les dictatures attachent tellement d'importance à la propagande et s'opposent absolument à la liberté d'expression. Ce qui marque les limites de l'opinion publique ou plutôt les conditions d'une véritable opinion publique. Et ce qui nous amène à la véritable manière pour les citoyens d'être contre les pouvoirs — la démocratie.

La démocratie, ce n'est pas le pouvoir du peuple, malgré l'étymologie. Ce ne seront jamais les citoyens qui auront le pouvoir. Par définition, par essence, le pouvoir appartiendra toujours à quelques-uns. Tout régime, même démocratique, sera en même temps monarchique et aristocratique par là. La démocratie signifie simplement que les pouvoirs seront contrôlés par les citoyens et donc d'abord qu'ils pourront institutionnellement l'être. Et c'est ici que l'opinion publique trouvera sa force puisque les conditions, autant que faire se peut, d'une véritable opinion publique, seront alors réunies. Contrôle, cela veut dire évidemment que les pouvoirs seront soumis à élections et réélections. Cela veut dire aussi qu'ils seront soumis constamment à l'examen de leurs actes — par l'opinion publique, nous l'avons vu, et par les députés, représentant les citoyens. Encore faut-il qu'ils les représentent réellement. C'est pourquoi Alain condamne le scrutin proportionnel dans lesquels en fait les députés sont choisis par les partis. Il faut que les députés dépendent des électeurs et non des Comités Directeurs de leur parti. Pour que les pouvoirs soient effectivement contrôlés par les députés représentant les citoyens, il faut qu'il n'y ait pas de majorité automatique à la chambre de députés — ce qui n'est pratiquement pas le cas actuellement. Il est clair que la chambre ne joue pas le rôle qu'Alain aurait voulu qu'elle joue.

Il est intéressant de noter qu'Alain éprouvait le besoin de démontrer longuement que le peuple a la compétence nécessaire pour contrôler les pouvoirs et que de nos jours le problème ne se pose même plus; la démocratie a gagné définitivement dans les esprits.

Il est intéressant aussi de se demander avec Raymond Aron si ce contrôle constant ne risque pas de paralyser les pouvoirs. Raymond Aron y voit la cause de l'incapacité de la démocratie française à répondre convenablement au danger nazi. Je pense qu'en réalité, les

raisons étaient autres ; les raisons étaient l'aspiration à une paix à tout prix. Et il est illusoire de supposer qu'un pouvoir fort aurait réagi autrement.

Quoi qu'il en soit, la solution d'Alain est celle, non d'une révolution permanente, comme le voulait Trotsky, mais d'une lutte permanente entre le pouvoir et les citoyens. On retrouve une constante de la pensée de l'auteur des *Propos* : rien ne va de soi, une vigilance de tout instant est nécessaire, il n'y a pas de mécanique politique qui nous dispense de réfléchir et de faire preuve de volonté. Mais il en est de même vis-à-vis des passions : « Les passions sont comme la peste et le typhon. Cessez de les combattre, elles reviennent ». Il en est de même de la vérité ; une vérité qu'on ne reprend pas, dont on ne doute pas, qu'on ne remet pas en cause, n'est plus une vérité. La dialectique du pouvoir est celle d'un combat, elle est celle du courage qui est, comme on sait, la vertu principale pour Alain et qu'on retrouve partout chez lui.